

EXTRAIT DU REGISTRE DES

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX, le VINGT-ET-UN AVRIL à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire en Mairie de COURNON-D'AUVERGNE, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Yanik PRIÈRE, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 avril 2026

PRÉSENTS /

M. Yanik **PRIÈRE**, Maire.

Mme Élisabeth **FORESTIER-HUGON** ; M. Hugues **MALINAUD** ; Mme Catherine **COSTE** ; M. Fabrice **CLOUVEL** ; Mme Rénatie **LEPAYSAN** ; M. Eric **GIRARD** ; Mme Audrey **NIERGA** ; M. Frédéric **GENET** ; Mme Halima **LADJEMI** ; *Adjoint au Maire.*

M. Yves **RAMON** ; M. Jean-Noël **HUGON** ; Mme Catherine **MIDROIT** ; M. Jean-Paul **LAPOUGE** ; Mme Maryse **BOSTVIRONNOIS** ; M. Joël **COUZELAS** ; Mme Magdeleine **VIGIER** ; Mme Pascale **FAURE** ; Mme Mélanie **DOMAS** ; Mme Magali **LEROY** ; Mme Isabelle Nora **CONSOLI** ; M. Stéphane **GATIGNOL** ; M. Clément **MARIEN** ; M. Yves **CIOLI** ; M. Bruno **BOURNEL** ; M. François **RAGE** ; M. Philippe **MAITRIAS** ; Mme Géraldine **ALEXANDRE** ; Mme Mina **PERRIN** ; Mme Cynthia **JEULAND** ; *Conseillers Municipaux.*

PROCURATIONS /

M. Bruno BONNAVE Conseiller Municipal	(à M. Yves RAMON)
M. Jean-Louis CLIGNAC Conseiller Municipal	(à Mme Magdeleine VIGIER)
Mme Blandine GALLIOT Conseillère Municipale	(à M. François RAGE)

ABSENT / -

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE / Monsieur Clément MARIEN

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- Rapport N° 2 -

Objet / DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE POUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES VISÉES PAR L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Rapporteur : Monsieur Yanik **PRIÈRE**, Maire

Le rapporteur expose au Conseil Municipal que les dispositions du Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement celles de son article L.2122-22, permettent au Conseil Municipal de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, un certain nombre de ses compétences.

Ces délégations permettent de faciliter le bon fonctionnement de la commune et évitent des pertes de temps préjudiciables à l'efficacité du service public.

Dans ce cadre, il est proposé que le Conseil Municipal confie au Maire de COURNON-D'AUVERGNE, pendant la durée de son mandat, les délégations suivantes :

1° Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales.

2° Procéder, dans les limites fixées ci-dessous, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change et de passer à cet effet les actes nécessaires.

La délégation donnée au Maire sera exercée pour tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, afin de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme, libellés en euro ou en devise, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement et/ou d'intérêts.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- ✓ la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
- ✓ la faculté de modifier, une ou plusieurs fois, l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du (ou des) taux d'intérêt,
- ✓ des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursements anticipés et/ou de consolidation, par mise en place de tranches d'amortissement,
- ✓ la possibilité d'allonger la durée du prêt,
- ✓ la faculté de modifier la périodicité, le profil de remboursement et la devise.

Par ailleurs, le Maire pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial, une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Enfin, le Maire pourra prendre les décisions dérogeant à l'obligation de dépôt de fonds auprès de l'État mentionnées au III de l'article L.1618-2 du Code général des collectivités territoriales et au a) de l'article L.2221-5-1 du Code général des collectivités territoriales, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Les délégations consenties en application du 2° ci-dessus prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

3° Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

4° Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

5° Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

6° Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

7° Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

8° Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

9° Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.

10° Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

11° Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes.

12° Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.

13° Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.

14° Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'Établissement Public Foncier-Smaf à l'occasion de l'aliénation d'un bien dont le prix n'excède pas 2 000 000 euros selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code.

15° Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour tout type de recours, devant tous les degrés et tous les ordres de juridiction, pour toutes les actions destinées à préserver ou à garantir les intérêts de la collectivité territoriale, notamment dans les cas relatifs :

- ✓ à la gestion du personnel et des finances communales,
- ✓ à l'urbanisme, aux affaires foncières et à la gestion du domaine public et privé de la commune,
- ✓ à l'exercice des pouvoirs de police,
- ✓ à la gestion des services communaux,
- ✓ au service des pompes funèbres et des cimetières,
- ✓ à la gestion des services industriels et commerciaux,
- ✓ et d'une manière générale à l'administration de la commune,

et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros.

Il est précisé que la présente délégation comprend l'habilitation du Maire à se constituer partie civile au nom de la commune. Elle comprend également l'habilitation donnée au Maire à se faire assister d'un avocat de son choix pour chacune des actions ci-dessus mentionnées.

16° Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 50 000 euros.

17° Donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.

18° Signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

19° Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé de 2 000 000 euros.

20° Exercer au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'urbanisme sous réserve que le prix de vente n'excède pas 1 000 000 euros.

21° Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

22° Demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions tant en fonctionnement qu'en investissement et ce, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.

23° Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L.123-19 du Code de l'environnement.

24° Autoriser les mandats spéciaux que les membres du Conseil Municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L.2123-18 du Code général des collectivités territoriales.

Le rapporteur précise d'une part, que conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte à chacune des réunions obligatoires des décisions prises dans le cadre des délégations consenties et d'autre part, que les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 dudit code, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal portant sur les mêmes objets.

Par ailleurs, le rapporteur propose qu'en cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation, soient prises par les Adjoints au Maire inscrits dans l'ordre du tableau.

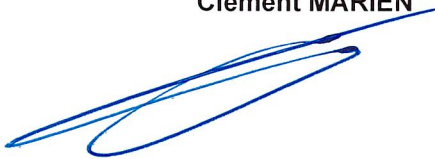
Après délibération et à L'UNANIMITÉ, le Conseil Municipal :

- **confie** à Monsieur le Maire les délégations énoncées ci-dessus pour la durée de son mandat ;
- **donne son accord** pour qu'en cas d'empêchement du Maire, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation, soient prises par les Adjoints au Maire inscrits dans l'ordre du tableau.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme, à Cournon-d'Auvergne le 22 avril 2026

Le Secrétaire de séance

Clément MARIEN



Le Maire

Yanik PRIÈRE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale ou par saisie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr